

OBSERVATOIRE DE LUTTE
CONTRE LA CORRUPTION ET LES
MALVERSATIONS ECONOMIQUES
INTEGRITE



OBSERVATORY FOR FIGHT
AGAINST CORRUPTION AND
ECONOMIC EMBAZZLEMENT
TRANSPARENCE

Réf : 025./OLUCOME/10/2019

Bujumbura, le 17/10/2019

Transmis copie pour information à :

- Son Excellence Monsieur Yoweri Kaguta Museveni, Président de la République Ougandaise et Facilitateur dans le dialogue inter burundais avec les assurances de notre plus haute considération ;

à Kampala

- Son Excellence Monsieur Paul Kagame, Président de la République rwandaise et Président en exercice de l'EAC avec les assurances de notre plus haute considération ;

à Kigali

- Son Excellence Monsieur Pierre Nkurunziza , Président de la République du Burundi avec les assurances de notre plus haute considération ;

à Bujumbura

A Son Excellence Monsieur le Secrétaire
Général des Nations Unies

à New York

Objet : L'OLUCOME alerte les Nations Unies et la région africaine de garder un œil vigilant sur le processus de préparation des élections de mai 2020 au Burundi

Excellence Monsieur le Secrétaire Général,

1. Nous avons un grand honneur de vous écrire en tant qu'une organisation indépendante de la société civile burundaise dénommée l'Observatoire de Lutte contre la Corruption et les Malversations Economiques (OLUCOME) qui opère au Burundi depuis 2002. Cette dernière est l'une des organisations de la société civile burundaise qui a participé avec intérêt dans les pourparlers inter burundais depuis 2015 organisés

respectivement par les Nations Unies au Burundi et par l'East African Community (EAC) à Entebbe en Ouganda et à Arusha en Tanzanie. Nous vous adressons cette correspondance pour alerter les Nations Unies et la région africaine de garder un œil vigilant sur le processus de préparation des élections de mai 2020 au Burundi. En guise d'information, l'Observatoire a mené une observation au Burundi des élections de 2005, de 2010 et de 2015. Cependant, l'Observatoire s'est retiré de l'observation des élections de 2015 car ces dernières étaient émaillées d'irrégularités et la transparence y faisait défaut.

2. A l'état actuel, Excellence Monsieur le secrétaire général, la population burundaise vit une pauvreté extrême. Il leur est difficile voire impossible de satisfaire leurs besoins fondamentaux de se nourrir, de se loger, de se vêtir et de se faire soigner. La Banque mondiale a estimé en 2018 que 72,9 % de la population du Burundi vivait au-dessous du seuil de pauvreté. Le Produit Intérieur Brut du Burundi par habitant était de 300 USD par habitant en 2018. Le taux de chômage atteint aujourd'hui plus de 65%. Par contre, une poignée d'individus s'est accaparée de la richesse nationale et personne ne met sur eux une main car la mauvaise gouvernance règne dans notre pays. Certaines institutions et lois anti-corruption ont été mises en place mais la mise en application de ces lois est quasi-absente. Le Burundi est actuellement classé parmi les trois pays les plus pauvres au monde. Il est aussi classé parmi les dix premiers pays les plus corrompus au monde alors qu'il occupait la 36^{ème} position en 2006 selon Transparency International.
3. D'après les rapports du Bureau de la coordination des affaires humanitaires (OCHA) de 2017 et 2018, le nombre des personnes dans le besoin au Burundi est passé de 3 millions en 2017 à 3,6 millions en 2018 soit un accroissement de 20%. En 2018, 2,4 millions de personnes connaissaient une vulnérabilité à haut risque de passer dans une phase aggravée alors qu'elles n'avaient pas été supportées convenablement. Des besoins importants de cette population burundaise se retrouvent dans les domaines de la nutrition, de la sécurité alimentaire, des abris, de l'éducation, de la santé, de l'accès à l'eau, ...selon ce même rapport d'OCHA. Selon le rapport de la Banque Mondiale, le niveau d'insécurité alimentaire est près de deux fois plus élevé que la moyenne des pays d'Afrique subsaharienne. Le Burundi arrive dernier au classement de l'indice de la faim dans le monde. Bref, la majorité de la population burundaise souffre énormément de la malnutrition, des maladies de tout genre comme la malaria sans oublier l'abandon en masse des écoliers suite à cette pauvreté sans nom qu'on observe au Burundi. Ce qui est aussi inquiétant est le taux de croissance économique qui est toujours presque nulle au moment où en 2014, il était de 4,7%. Pire encore, la population burundaise ne cesse d'augmenter. En 2018, elle était estimée à 11 759 805 habitants sur une superficie de 27 834 km² et l'indice de fécondité était de 5,50 enfants / femme en 2016. Ce qui est grave est que chaque fois qu'une poignée d'individus accède au pouvoir et ses lieutenants s'enrichissent illicitement sans être inquiétés d'être poursuivis par la justice burundaise.
4. Pour l'OLUJCOME, c'est l'une des principales raisons qui poussent les politiciens qui accèdent au pouvoir à ne pas le lâcher car la plupart d'eux considèrent qu'être au pouvoir égal être riche et respecté. Le peuple burundais espérait qu'avec la mise en application du contenu de l'accord d'ARUSHA de 2000 pour la paix et la réconciliation et des accords de cessez-le feu allait réduire les problèmes de pauvreté extrême, de

gouvernance et des droits de l'homme causés par les politiciens cleptomane. Ce qui n'a pas été le cas malheureusement suite à la force des plus corrompus au Burundi qui mettent en avant la politique de manipulation, de division et de la terreur au sein de la population.

5. Le dialogue inter burundais externe auquel les burundais espéraient tirer la solution durable à leurs vrais problèmes s'est arrêté sans aucun succès suite à la décision du Gouvernement burundais qui s'est retiré du dialogue. Le Gouvernement burundais en place, le parti au pouvoir ainsi que les partis politiques qui leur sont alliés, au lieu de s'atteler à résoudre les vraies questions qui préoccupent la population burundaise actuellement, ils se mettent à la manipuler par des vains discours propagandistes que l'OLUCOME qualifie des discours de lavage des cerveaux des citoyens burundais afin de les gouverner sans qu'ils ne réfléchissent aux vraies questions qui les hantent. Ils leur montrent notamment que les partenaires techniques et financiers qui aidaient les burundais à travers les projets de développement, les dons et les appuis budgétaires sont des colonisateurs et qu'ils les veulent du mal. Ils leur parlent que dans le pays tout va bien en ignorant tous les problèmes politiques, économiques, sociaux et de gouvernance qui existent. C'est ainsi qu'ils concentrent tous leurs efforts à sillonner tout le pays pour annoncer à la population burundaise ces messages au lieu de prendre des mesures pour redresser cette situation de pauvreté extrême.
6. Les piliers de la Démocratie et de la gouvernance sont ébranlés au Burundi. La liberté économique, d'expression, de la presse, d'association, de réunion, de manifester n'est garantie que si vous faites partis ou alliés au parti au pouvoir. Tous les médias indépendants ont été suspendus, d'autres fermés. Plus de dix organisations indépendantes de la société civile ont été radiées et autres suspendues. De part cette situation, il est difficile voire impossible d'organiser des élections libres, crédibles transparentes et apaisées car le Gouvernement burundais a déjà déclaré qu'il n'acceptera pas les observateurs électoraux internationaux indépendants. Au regard des élections qui ont été organisées depuis l'indépendance à ce jour, elles se suivaient presque toujours par des violences avec tous les problèmes qui en découlent. Tout cela pour une raison simple comme on l'a souligné précédemment, la plupart des politiciens burundais considèrent que la voie la plus facile pour s'enrichir très rapidement est la politique. Excellence, il est donc urgent que le dialogue inter burundais reprenne pour que les burundais trouvent des solutions aux vraies questions qui hantent la population dans l'objectif de l'organisation des élections libres, crédibles, transparentes et apaisées. De tout ce qui précède, Excellence Monsieur le secrétaire Général, l'OLUCOME demande ce qui suit :

Aux Nations Unies :

- a. D'exiger au Gouvernement burundais d'organiser des élections répondant aux normes démocratiques et aux principes de transparence auxquels le Burundi à adhérer ;
- b. D'exiger au Gouvernement burundais d'obéir aux principes **d'obligation, de mise en œuvre, de respecter et de protéger** les droits humains auxquels il a adhéré en répondant aux vraies préoccupations des citoyens burundais qui ne

savent pas à quel saint se vouer actuellement. **(Ces droits sont les droits économiques, sociaux, culturels, civils et politiques) ;**

- c. Que les Nations Unies se concertent avec l'Union africaine et la région de l'Afrique de l'Est (EAC) pour qu'il puisse y avoir au Burundi des élections libres, crédibles, transparentes et apaisées ainsi que la reprise du dialogue inter burundais arrêté par le Gouvernement burundais,
- d. D'exiger qu'il y ait des observateurs internationaux crédibles afin de garantir la transparence et ainsi éviter le pire qu'on a observé dans ces dernières années chaque fois qu'il y avait l'organisation des élections au Burundi,
- e. D'exiger qu'il y ait un accord politique garantissant le retour des réfugiés et rétablir tous les piliers de la démocratie ébranlés.

Aux organisations internationales et pays amis du Burundi qui nous lisent en copie :

- a. De faire pression aux politiciens burundais, plus particulièrement au Gouvernement burundais et conditionner les financements à l'exigence qu'il y ait un dialogue inter burundais externe inclusif où chaque groupe des burundais se sente représenter sans exclusion aucune;

Aux partenaires techniques et financiers qui nous lisent en copie :

- a. De mettre en place une condition avant tout déblocage de fonds que les élections de 2020 soient libres, crédibles, transparentes et apaisées ;

Au Gouvernement burundais et aux partis politiques burundais qui nous lisent en copie :

- a. Qu'il y ait des élections où les observateurs internationaux sont permis d'effectuer en toute quiétude leur travail d'observateurs ;
- b. Qu'il y ait des élections où tous les réfugiés qui le veulent seront rentrés chez eux, où les médias indépendants et les organisations de la société civile radiés ou suspendus fonctionnent normalement ;
- c. D'annuler les mandats d'arrêts fantaisistes et libérer les prisonniers d'opinions en vue de favoriser le climat de cohésion sociale des burundais ;
- d. D'accepter sans condition qu'il y ait un dialogue inter burundais inclusif externe.
- e. De se mettre en tête que vous êtes en train d'écrire une histoire pour vous, vos familles et les générations futures burundaises dont vous serez responsables étant encore en vie ou pas

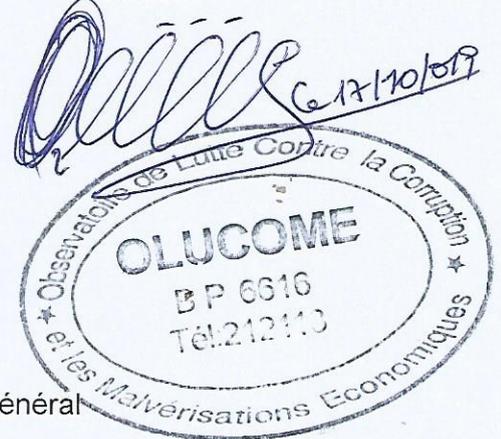
lp

Espérant une suite favorable à nos demandes, nous vous prions d'agréer Excellence Monsieur le secrétaire Général, l'expression de notre très haute considération.

Pour l'OLUCOME

Gabriel Rufyiri

Président



C.P.I. à :

-Son Excellence Monsieur le Conseiller Spécial du Secrétaire Général des Nations Unies pour le Burundi avec les assurances de notre haute considération ;

à New York

-Son Excellence Monsieur le Représentant de l'Union Africaine au Burundi avec les assurances de notre haute considération ;

à Bujumbura

-Son Excellence Monsieur le Chef de Délégation de la Commission de l'Union Européenne au Burundi avec les assurances de notre très haute considération ;

à Bujumbura

- Son Excellence Monsieur l'Envoyé spécial de la Belgique dans la Région des grands Lacs avec les assurances de notre très haute considération ;

à Bruxelles

- Son Excellence Monsieur le Secrétaire Général de la Communauté Est africaine avec les assurances de notre très haute considération ;

à ARUSHA

- Son Excellence Madame/ Monsieur Chef de mission diplomatique accrédité à Bujumbura (tous) ;

--A Madame/ Monsieur Président(e) d'un parti politique opérant au Burundi (tous)

à Bujumbura